

Arrêté complémentaire n° 2A-2025-06-17-00003 du 17 juin 2025

Prenant acte de la mise à jour de l'étude de dangers et actualisant les prescriptions applicables aux installations de stockage de gaz de pétrole liquéfié exploitées par ENGIE sur la commune d'Ajaccio, au lieu-dit Loretto

Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud

- VU** le code l'environnement, et notamment ses articles L.181-3, L.181-14, R.181-45 et R.515-98 ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du Président de la République du 25 octobre 2023 nommant M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud ;
- VU** le décret du Président de la République du 10 février 2024 nommant M. Jérôme FILIPPINI en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

- VU l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;
- VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1969 autorisant l'installation d'un dépôt d'hydrocarbures liquéfiés de 1ère classe sur le territoire de la commune d'Ajaccio, quartier Loretto, par la société Gaz de France ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 1971 autorisant une augmentation de stockage de 250 m³ du dépôt d'hydrocarbures liquéfiés de 1ère classe sur le territoire de la commune d'Ajaccio ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1974 autorisant l'extension d'un dépôt de gaz butane par Gaz de France dans le Centre de Loreto à Ajaccio ;
- VU l'arrêté préfectoral n°15-1293 du 24 octobre 2015 modifié par l'arrêté préfectoral n°16-1883 du 7 octobre 2016 portant autorisation à la destruction et à la transplantation d'espèces protégées dans le cadre du projet de réaménagement de la station GPL du Loretto ;
- VU l'arrêté préfectoral n°16-1856 du 27 septembre 2016 portant sur les modifications apportées par la société ENGIE aux installations du centre de stockage et de distribution de gaz de pétrole liquéfié qu'elle exploite à Ajaccio, au lieu-dit « Loretto » ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2A-2022-10-06-00001 du 6 octobre 2022 prescrivant les mesures de maîtrise des risques liées aux opérations de transfert de butane et applicables aux installations de stockage et de distribution de gaz inflammable liquéfié exploitées par la société ENGIE à Ajaccio, au lieu-dit « Loretto » ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2A-2024-10-28-00003 du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud ;
- VU la circulaire du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'étude des incidences environnementales du projet de rénovation de la station GPL de Loretto datée d'avril 2015 et réalisée par le bureau d'études ENDEMYS ;
- VU l'étude hydraulique pour l'évaluation du risque inondation sur le site de Loretto datée du 1^{er} août 2024 (réf. 21805061) et réalisée par le bureau d'études DHI ;
- VU la notice de réexamen datée du 29 avril 2024 (réf. FIUS200446-NT-24-00323 C) transmise à l'inspection par courrier daté du 2 mai 2024 ;
- VU l'étude de dangers datée du 4 décembre 2024 (réf. RICE.PPSI.2021.0150.RJA) transmise à l'inspection par courriel en date du 5 décembre 2024 ;

- VU** le courrier en date du 25 avril 2025 par lequel la société ENGIE a été invitée à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** les observations formulées par la société ENGIE par courriel en date du 7 mai 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 juin 2025 ;

- CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par la société ENGIE à Ajaccio relève du statut Seveso Seuil Haut ;
- CONSIDÉRANT** que la société ENGIE a remis un réexamen quinquennal de son étude de dangers conformément à l'article R.515-98 du code de l'environnement et que ce réexamen conclut à la nécessité de la révision de l'étude de dangers ;
- CONSIDÉRANT** que l'étude de dangers révisée contient les éléments suffisants pour répondre aux exigences réglementaires et permettre l'appréciation du caractère approprié des mesures de maîtrises des risques du site, de l'acceptabilité des risques générés, et de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement, compte tenu des mesures de maîtrise des risques du site et des mesures prises par les pouvoirs publics ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient de fixer l'échéance du réexamen quinquennal de l'étude de dangers et de prescrire des éléments à fournir lors de ce réexamen ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser les prescriptions applicables au site au regard des évolutions du projet LOREGAZ intervenues lors des phases d'études d'ingénierie et de construction ;
- CONSIDÉRANT** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;
- CONSIDÉRANT** que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et d'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques non communicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

SOMMAIRE

1	Portée de l'autorisation et conditions générales	6
1.1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation	6
1.1.1	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.2	Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs.....	6
1.1.3	Localisation et surface occupée par les installations.....	6
1.1.4	Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	7
1.2	Nature des installations	7
1.2.1	Réglementation Seveso.....	7
1.3	Conformité aux dossiers déposés.....	7
1.4	Garanties financières.....	8
1.4.1	Montant des garanties financières.....	8
1.4.2	Établissement des garanties financières.....	8
1.5	Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	8
1.6	Rapport d'incident ou d'accident.....	9
1.7	Récolement des prescriptions applicables au site	9
2	Protection de la qualité de l'air	10
2.1	Conception des installations	10
2.1.1	Conduits et appareils raccordés	10
2.1.2	Conditions générales de rejet.....	10
2.2	Limitation des rejets	10
2.2.1	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés	10
2.2.1.1	Émissions canalisées	10
2.2.2	Odeurs	11
2.3	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	11
2.3.1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	11
2.4	Dispositions spécifiques	11
2.4.1	Pollutions ou rejets accidentels.....	11
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	13
3.1	Prélèvements et consommations d'eau	13
3.1.1	Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	13
3.2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	13
3.2.1	Points de rejet	13
3.2.2	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet sur le secteur « Loretto-Village »	14
3.3	Limitation des rejets	14
3.3.1	Caractéristiques des rejets externes	14
3.4	Surveillance des prélèvements et des rejets.....	15
3.4.1	Contrôle des rejets.....	15
4	mesures d'évitement, de réduction et de compensation	17
4.1	Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés	17
5	Protection du cadre de vie.....	17
5.1	Limitation des niveaux de bruit.....	17
5.1.1	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	17
5.1.2	Mesures périodiques des niveaux sonores	17
5.1.3	Valeurs limites d'émergence	17
5.1.4	Bruits à tonalité marquée	Erreur ! Signet non défini.
5.1.5	Vibrations.....	18
5.2	Limitation des émissions lumineuses.....	18
5.3	Insertion paysagère.....	18
6	Prévention des risques technologiques.....	19
6.1	Conception des installations	19
6.1.1	Dispositions constructives et comportement au feu	19

6.1.2	Désenfumage	19
6.1.3	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	19
6.1.4	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	20
6.2	Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents	20
6.2.1	Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité.....	20
6.2.2	Consignes d'exploitation	20
6.2.3	Dangers ou nuisances non prévenus	20
6.2.4	Etat des stocks de substances et mélanges dangereux.....	21
6.3	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	21
6.3.1	Moyens de lutte contre l'incendie	21
6.3.2	Organisation	22
6.4	Prévention du risque inondation.....	22
7	Prévention et gestion des déchets	23
7.1	Production de déchets, tri, recyclage et valorisation et limitation du stockage sur site	23
8	Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes	24
8.1	Dispositions particulières applicables au titre de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé	24
8.2	Conditions particulières applicables aux installations de combustion.....	24
8.3	Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	24
9	Dispositions finales	25
9.1	Délais et voies de recours.....	25
9.2	Publicité.....	25
9.3	Exécution	25
ANNEXE 1 – Informations sensibles – communicables sur demande.....		26

1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société ENGIE (SIREN 542 107 651), dont le siège social est situé 1, Place Samuel de Champlain à Courbevoie, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations de stockage de gaz de pétrole liquéfié (SIRET 542 107 651 14368) sur le territoire de la commune d'Ajaccio, au lieu-dit Loretto.

1.1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées
Arrêté préfectoral du 20 janvier 1969 susvisé	Tous sauf les 2 premiers alinéas de son article 1er
Arrêté préfectoral du 17 juin 1971 susvisé	Tous sauf son article 1er
Arrêté préfectoral du 23 décembre 1974 susvisé	Tous sauf son article 1er
Arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 susvisé	Tous
Arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 susvisé	Tous

1.1.3 Localisation et surface occupée par les installations

Au sein de l'établissement, les installations classées et connexes sont réparties sur deux secteurs :

1. Secteur nommé « Loretto-Village » situé à flanc de coteau, quartier de Castelluccio. Ce secteur est une extension initialement autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2016 susvisé,
2. Secteur nommé « Loretto-Plaine » situé dans le vallon, rive sud de l'Arbitrone. Ce secteur a été initialement autorisé et réglementé par les arrêtés préfectoraux du 20 janvier 1969, du 17 janvier 1971, du 23 décembre 1974 susvisés.

Les installations sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Référence cadastrale de la parcelle	Contenance cadastrale de la parcelle	Secteur
Ajaccio	000 BS 1	3 213 m ²	Loretto-Plaine
	000 BS 3	19 954 m ²	
	000 BS 200	2 436 m ²	
	000 D 520	76 m ²	Loretto-Village
	000 D 522	15 657 m ²	
	000 D 524	20 851 m ²	
	000 D 532	1 458 m ²	
	000 D 533	1 724 m ²	
	000 D 551	100 m ²	
	000 D 552	12 199 m ²	

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
4718.2.a	Stockage de gaz inflammables liquéfiés (y compris GPL)	Voir annexe 1	Voir annexe 1	A
2910.A.2	Installations de combustion	<ul style="list-style-type: none">• 4 chaudières de puissance unitaire 600kWth soit 2,4MWth• 2 groupes électrogène fonctionnant moins de 500h/an de puissance unitaire 722kWth (GE1 et GE2) soit 1,4MWth• 1 groupe électrogène fonctionnant moins de 500h/an de puissance unitaire 2,4MWth (GE3)• 1 groupe électrogène fonctionnant moins de 500h/an de puissance unitaire 2,4MWth (GE4)	8,6MWth	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 1 du présent arrêté, ainsi que le détail des installations classées et connexes.

1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil *haut* » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

L'établissement est seuil haut par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du Code de l'environnement pour la rubrique 4718.

1.3 Conformité aux dossiers déposés

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence¹.

¹ L'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 515-98 du code de l'environnement, le prochain réexamen de l'étude de dangers est transmis au Préfet au plus tard le 4 décembre 2029. Il est transmis en version imprimée et également sous forme dématérialisée.

1.4 Garanties financières

1.4.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 4718.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 409 565,30 €TTC (montant actualisé avec l'indice TP01 d'août 2022 à 128,9).

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01,
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.4.2 Établissement des garanties financières

A chaque actualisation des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet :

- Le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement,
- La valeur datée du dernier indice public TP01.

1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation initial, l'étude des incidences environnementales concernant le projet de rénovation de la station GPL de Loretto (ENDEMYN – Avril 2015) et la dernière version de l'étude de dangers,
- Les plans tenus à jour,
- Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- Les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.6 Rapport d'incident ou d'accident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

1.7 Récolement des prescriptions applicables au site

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède au récolement des prescriptions applicables au site. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire issue du présent arrêté préfectoral, mais également des arrêtés ministériels transverses ou sectoriels applicables, à évaluer la conformité du site et à proposer, le cas échéant, un échéancier de résorption des écarts ou une modification par arrêté préfectoral complémentaire des prescriptions au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sous la forme d'un tableur.

2 PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et appareils raccordés

N° de conduit	Appareils raccordés	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1A	Chaudière	600kWth	GPL (gaz)	Les 4 conduits, d'un diamètre de 350mm chacun, sont terminés par un cône d'éjection réduisant le diamètre à 200mm et situés dans un fût de cheminée de 1,3m de diamètre.
1B	Chaudière	600kWth	GPL (gaz)	
1C	Chaudière	600kWth	GPL (gaz)	
1D	Chaudière	600kWth	GPL (gaz)	
2	GE1 400kVA	722kWth	Gazole	1 ^{ère} mise en service en 2022
3	GE2 400kVA	722kWth	Gazole	1 ^{ère} mise en service en 2022
4	GE3 1250kVA	2,4MWth	Gazole	1 ^{ère} mise en service en 2003
5	GE4 1250kVA	2,4MWth	Gazole	1 ^{ère} mise en service en 2022

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur	Diamètre d'éjection	Débit nominal par conduit	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°1A à 1D	30m	200mm	597Nm ³ /h à 3% O ₂	5m/s

2.2 Limitation des rejets

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie sous réserve qu'ils soient réalisés hors zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion et des opérations spécifiques listées ci-après. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

L'exploitant est autorisé à utiliser les torchères du site dans le cadre des opérations spécifiques suivantes :

- Concernant la torchère située en secteur « Loretto-Village », pour brûler le contenu des récipients, tuyauteries et canalisations lors d'incidents d'exploitation et lors des régimes transitoires de l'installation (opération de dégazage, d'essai, de réglage ou de contrôle). En fonctionnement normal, la torche est en permanence déconnectée du process, elle n'est utilisée et raccordée que lors de la durée des opérations de purge,
- Concernant la torchère située en secteur « Loretto-Plaine », pour le réglage des groupes de mélange en exploitation et pour brûler le contenu des réservoirs et tuyauteries lors d'incidents ou d'opération de maintenance des équipements.

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1A à 1D
		Concentration (mg/Nm³)
Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène de 3 %.		
SO ₂	7446-09-05	5
NO _x (NO+NO ₂ exprimés en équivalent NO ₂)	10102-43-9 10102-44-0	150
CO	630-08-0	100*

*à compter du 1^{er} janvier 2030

2.2.2 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, en particulier concernant le produit d'odorisation du gaz utilisé sur le site.

Les mesures à mettre en œuvre pour contenir un rejet à l'atmosphère de ce produit d'odorisation, pour maîtriser les risques potentiels qu'il présente mais également pour informer les autorités concernées (services d'incendie et de secours, préfecture, mairie, etc.) sont préalablement définies dans une consigne intégrée au système de gestion de la sécurité. Cette consigne est élaborée au plus tard un mois après la notification du présent arrêté.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Au moins une fois tous les trois ans, l'exploitant fait effectuer, au niveau du rejet de chaque conduit des chaudières, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

A minima toutes les 1 500 heures d'exploitation – la fréquence des mesures périodiques n'étant, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans – l'exploitant fait effectuer, au niveau du rejet des groupes électrogènes GE3 et GE4, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

2.4 Dispositions spécifiques

2.4.1 Pollutions ou rejets accidentels

Des dispositifs visibles de jour comme de nuit indiquant la direction du vent sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre des substances dangereuses en cas de fonctionnement anormal.

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal
		Annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau	Ajaccio	< 10 000

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Sortie bassin de rétention	X=529216.299 Y=179805.409	Eaux pluviales Eaux d'inertage et d'épreuve hydraulique	Ponctuel	Ruisseau d'Arbitrone Code Sandre 12C0000002000797154	Autorisation préfectorale (rubriques nomenclature « eau » 2.1.5.0 / 2° (D) et 2.2.1.0 / 2° (D) ²
Regard sur le réseau public de collecte situé dans l'emprise du site	X=529259.357 Y=179826.375	Eaux usées domestiques	Ponctuel	Réseau public de collecte des eaux usées Système Ajaccio Sanguinaires Code Sandre 060920004001	Autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Sur le secteur « Loretto-Village » :
 - Les effluents produits en fonctionnement normal :
 - Les purges du réseau d'eau chaude et des chaudières : ces effluents glycolés sont collectés et traités en tant que déchet (cf. 7.1),
 - Les purges des sphères : les sphères sont purgées après chaque dépotage afin d'éliminer l'eau contenue dans le propane réceptionné. L'eau de purge des sphères (2 m³ environ par dépotage) est recueillie dans le ballon de purge, collectée et traitée en tant que déchet (cf. 7.1),
 - Les eaux d'inertage et d'épreuve hydraulique : les eaux prélevées sur le réseau d'adduction et utilisées pour l'inertage ou l'épreuve hydraulique des ouvrages contenant du propane commercial sont rejetées dans l'Arbitrone via le bassin de rétention après analyse (cf. 3.4.1),
 - Les effluents accidentels : déversements accidentels, eaux d'extinction d'incendie. En cas de pollution accidentelle, les eaux sont confinées dans le bassin de rétention des eaux pluviales, puis collectées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées,

² Le débit hydrologique moyen interannuel de l'Arbitrone est de 8,6m³/s (DHI 21805061).

- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : ces eaux sont canalisées vers un déshuileur puis vers le bassin de confinement et enfin rejetées dans l'Arbitrone,
 - Les eaux usées domestiques : ces eaux sont dirigées vers le réseau d'assainissement collectif.
- Sur le secteur « Loretto-Plaine »³ :
 - Les effluents produits en fonctionnement normal :
 - Les purges du réseau de refroidissement : les aéroréfrigérants et les tronçons de la boucle d'eau froide peuvent être purgés en cas de maintenance (la boucle d'eau froide contient environ 3 m³ dont 600l d'antigel). Ces effluents sont collectés et traités en tant que déchet (cf. 7.1),
 - Les vidanges des compresseurs : ces effluents sont collectés et traités en tant que déchet (cf. 7.1),
 - Les eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques du bâtiment technique et du bâtiment technique annexe sont dirigées vers des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet sur le secteur « Loretto-Village »

Concernant les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, ces dernières sont collectées, traitées et rejetées au ruisseau l'Arbitrone suivant les préconisations constructives et d'aménagement prévues par le rapport d'étude hydrologique et hydrogéologique daté du 1^{er} avril 2015 annexé à l'étude des incidences environnementales du projet de rénovation de la station GPL de Loretto datée d'avril 2015 et réalisée par le bureau d'études ENDEMYS susvisé.

En particulier, sont mis en place :

- Un bassin de rétention à ciel ouvert, totalement étanche, d'un volume de 573 m³ dont le débit de fuite est limité conceptuellement à 48,25 l/s maximum. Il est positionné au-dessus de la cote de crue exceptionnelle de l'Arbitrone ;
- Un ouvrage paysager de type noue ou fossé enherbé à l'issue du bassin de rétention permettant l'acheminement du débit de fuite vers le ruisseau de l'Arbitrone d'une section minimum de 3,3 m², situé sous la cote de crue de l'Arbitrone.

Les eaux pluviales potentiellement polluées sont collectées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu naturel dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Concernant les eaux usées domestiques, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)

³ Du fait de son antériorité (cf. article 1.1.3), ce secteur ne dispose pas d'un réseau de collecte des eaux pluviales ou de bassin de rétention et n'est pas raccordé au système d'assainissement collectif

– La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré). Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

Point de rejet référencé « Sortie bassin de rétention » :

Paramètre	Code SANDRE	Valeur limite
MES	1305	100 mg/l
DCO	1314	300 mg/l
DBO5	1313	100 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX)	1106	0,5 mg/l
Azote global	1551	30 mg/l
Phosphore total	1350	10 mg/l
Ion fluorure (en F-)	7073	30 mg/l
Cadmium	1388	0,05 mg/l
Arsenic	1369	25 µg/l
Plomb	1382	25 µg/l
Mercur	1387	0,02 mg/l
Nickel	1386	50 µg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l
Cuivre	1392	50 µg/l
Chrome	1389	50 µg/l
Sulfates	1338	2000 mg/l
Sulfites	1086	20 mg/l
Sulfures	1355	0,2 mg/l
Zinc	1383	0,8 mg/l

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Contrôle des rejets

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement au point de rejet référencé « Sortie bassin de rétention ».

Concernant les eaux prélevées sur le réseau d'adduction et utilisées pour l'inertage ou l'épreuve hydraulique des ouvrages contenant du propane commercial, ces eaux sont rejetées dans l'Arbitrone via le bassin de rétention à un débit maximum de 39 l/s. Préalablement, des analyses justifient que ces eaux peuvent être évacuées vers le milieu naturel dans le respect des valeurs limites autorisées à l'article 3.3.1. Les mesures sont réalisées selon les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement validé par le ministère en charge de l'environnement.

L'exploitant tient un registre indiquant :

- L'opération et l'ouvrage concerné ;
- Le volume en eau utilisé ;
- La date, le point de prélèvement et la référence du rapport d'analyse ;
- Les périodes de rejet vers le milieu naturel.

En cas de dépassement des valeurs limites autorisées, ces eaux sont :

- Soit pompées et envoyées vers un centre de traitement adapté ;
- Soit rejetées dans le système d'assainissement collectif sous réserve de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif.

4 MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

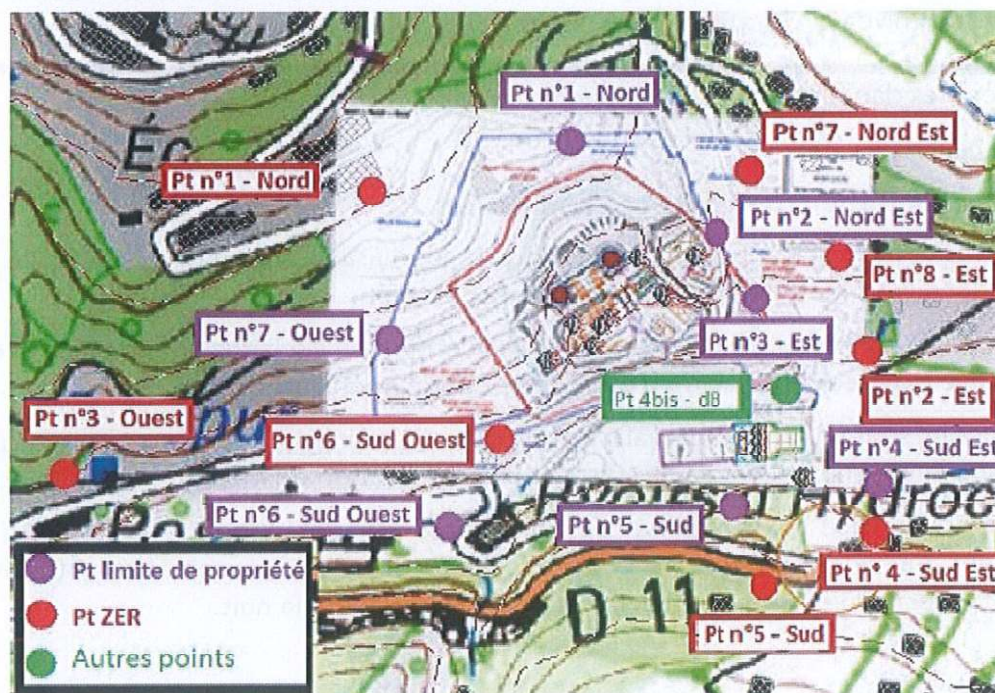
4.1 Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés

L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prescrites par l'arrêté préfectoral n°15-1293 du 24 octobre 2015 modifié par l'arrêté préfectoral n°16-1883 du 7 octobre 2016 portant autorisation à la destruction et à la transplantation d'espèces protégées dans le cadre du projet de réaménagement de la station GPL du Loretto.

5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée (ZER) sont définies par le plan ci-dessous :



5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit : de 22 h à 7 h, ainsi que dimanches et jours fériés
Point de mesure 1 à 7	60 dB(A)	50 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée ci-dessus.

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans.

5.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.1.4 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5.2 Limitation des émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs des locaux sont éteints dès la fin de leur occupation.

Sauf pour nécessité d'intervention sur le site et à l'exception de l'éclairage d'accès et du chemin de ronde, l'éclairage extérieur est maintenu éteint en période nocturne.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

5.3 Insertion paysagère

L'intégration paysagère de l'ensemble des installations du site, en particulier des sphères encoffrées, est réalisée conformément aux préconisations de l'étude d'impact paysager annexée à l'étude des incidences environnementales du projet de rénovation de la station GPL de Loretto datée d'avril 2015 et réalisée par le bureau d'études ENDEMYS susvisé.

6 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 Conception des installations

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques appropriées de réaction et de résistance au feu aux dangers liés aux activités et produits ou substances qu'ils abritent.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.2 Désenfumage

Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation et conforme aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

6.1.3 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation dispose en permanence de 4 accès permettant, à tout moment, l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces accès sont positionnés sur le plan joint en annexe au présent arrêté.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant l'une des voies publiques ou la voie de desserte du site à l'intérieur dudit site.

Cet accès est suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

À l'intérieur du site, les voies de circulation respectent les caractéristiques suivantes :

- La largeur utile est au minimum de 3 m,
- La hauteur libre au minimum de 3,5 m,
- Et la pente inférieure à 15%.

Dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m, un rayon intérieur R minimal de 13 m est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ m est ajoutée.

Les voies résistent à la force portante calculée pour un véhicule ayant les caractéristiques suivantes :

- Un poids de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu,
- Une distance par essieu de 3,6 mètres.

Chaque point du périmètre de stockage est à une distance maximale de 60 m de cette voie.

Aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation (ou aux voies échelles) et la voie engin.

À partir de chaque voie de circulation est prévu un accès à toutes les issues de chaque bâtiment ou au moins à deux côtés opposés par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

Une voie longeant la rivière de l'Arbitrone permet aux véhicules et personnels chargés de la prévention et de la lutte contre les incendies de forêt de traverser l'installation en toute autonomie. Cette voie est interdite à l'usage du public. A chaque issue de la voie, l'interdiction est matérialisée

par des barrières dé-verrouillables par les services d'incendie et de secours et par des panneaux de signalisation explicites et visibles.

6.1.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction sur le secteur « Loretto-Village » est de 240 m³. Ce volume est disponible en tout temps.

Le rejet au milieu naturel est facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.

6.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

6.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant comme telles dans l'étude de dangers de référence.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document listant les mesures de maîtrise des risques prévues au présent article. Ce document indique pour chaque MMR au moins par les éléments suivants :

- Description de la fonction de sécurité et principe de fonctionnement ;
- Type de mesure (technique, organisationnelle, active, passive) ;
- Description des éléments de la chaîne de sécurité (détection, traitement, action) ;
- Synoptique de la chaîne de sécurité ;
- Cinétique de mise en œuvre / cinétique de l'événement à maîtriser ;
- Test, contrôle et inspection à mener sur les différents éléments de la chaîne de sécurité ;
- Maintenance des différents éléments de la chaîne de sécurité ;
- Niveau de confiance ;
- Organisation en cas de défaillance de la mesure : arrêt / mesures compensatoires justifiées.

6.2.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'une de ces consignes définit les conditions d'intervention sur les installations, en particulier sur les tuyauteries et canalisations enterrées. Il est notamment exclu l'utilisation de matériels mécanisés (grues, pelles mécaniques, etc.) au droit des tuyauteries et canalisations enterrées.

6.2.3 Dangers ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

A cet effet, pour se prémunir de dégâts susceptibles d'être à l'origine de mouvements de terrain, plusieurs témoins sont installés aux endroits les plus sensibles ; ces emplacements étant identifiés en référence aux résultats de l'étude des sols réalisées avant le début des travaux.

L'évolution de ces témoins est relevée annuellement, les résultats étant tenus à la disposition de l'inspection.

6.2.4 Etat des stocks de substances et mélanges dangereux

L'état des stocks et la localisation des substances et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, en particulier grâce à une ligne téléphonique dédiée ;
- De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- De 2 poteaux incendie alimentés par une canalisation d'un diamètre minimum de 150 mm pouvant être utilisés simultanément.
 - Le 1^{er} est implanté au niveau de l'entrée principale du site. Il doit fournir un débit de 60 m³/h au moins sous une pression résiduelle de 1 bar et être équipé de 2 sorties de diamètre 65mm ;
 - Le 2^{ème} est implanté au niveau de l'accès secondaire situé à l'Ouest du site, sur la rive gauche de la rivière Arbitrone. Il doit fournir un débit de 120 m³/h au moins sous une pression résiduelle de 1 bar et être équipé de 2 sorties de diamètre 100mm ;
 - Ces poteaux sont équipés de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'y alimenter ;
 - Le débit total des deux poteaux en cumul est au moins égal à 120 m³/h ;
- D'une réserve incendie autonome de 240 m³ aérienne munie de 2 prises d'eau de diamètre 110 mm et de raccords AR pompiers pouvant être utilisé par les engins d'incendie en cas de sinistre. Les prises d'eau sont équipées chacune d'une vanne ¼ de tour. La réserve incendie doit être raccordée au réseau d'alimentation en eau potable de la ville par une tuyauterie de diamètre 150 mm minimum afin de la réalimenter en cas de besoin ;
- D'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

L'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve d'eau incendie.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les moyens incendie et les ressources en eau doivent être opérationnels et disponibles en toute circonstance et notamment en cas de perte de l'énergie du réseau électrique public.

L'ensemble des moyens incendie sont repérés sur un plan à jour et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

6.3.2 Organisation

Un Plan d'Opération Interne (POI) contenant notamment les procédures ou consignes à mettre en œuvre pour la gestion des situations d'urgence est élaboré à partir des scénarios déterminés dans l'étude de dangers de référence et mis en place.

6.4 Prévention du risque inondation

Dans la partie du site située en zone inondable, l'exploitant met en œuvre les dispositions organisationnelles et techniques, y compris les dispositions constructives et d'aménagement, permettant de prévenir le risque d'inondation, dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2011 approuvant le plan particulier des risques d'inondation (PPRI) d'Ajaccio. Ces dispositions s'appuient sur les conclusions des différentes études réalisées sur le site (notamment hydraulique, hydrologique et hydrogéologique).

Dans la zone du site impacté par le PPRI, tant en phase d'aménagement qu'en période d'exploitation, toutes mesures seront prises pour ne pas limiter le débit du ruisseau l'Arbitrone, y compris en période de crue, en particulier au niveau de la liaison routière permettant le franchissement de l'Arbitrone.

7 PREVENTION ET GESTION DES DECHETS

7.1 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation et limitation du stockage sur site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations, ainsi que les quantités autorisées en stockage temporaire sur le site, sont précisés dans le tableau ci-après :

Type de déchets	Code des déchets	Nature et provenance	Stockage temporaire sur site		
			Capacité sur le site	Type de contenant	Durée moyenne
Déchets dangereux	13 01 xx*	Huiles issues de la vidange des compresseurs	600 litres + 60 litres mobile	3 fûts de 200 litres 1 fût de 60 litres	Entre 1 mois et 6 mois
	13 02 05*	Huiles de lubrification des pompes	200 litres + 60 litres mobile	2 fûts plastiques (200 litres + 60 litres)	Entre 6 mois et 1 an
	13 05 07*	Vidange déshuileur / eaux issues des bacs de rétention	Directement récupéré par pompage		
	15 01 10* 15 02 02*	Emballages vides ayant contenu des solvants ou diluants / de la peinture Chiffons souillés Filtre à gaz	2 fois 600 litres	2 bacs plastiques fermés	Entre 6 mois et 1 an
	16 01 14*	Eaux de purge chaudière, réseau d'eau chaude et réseau de refroidissement	200 litres	1 fût plastique	Entre 6 mois et 1 an
	16 05 04*	Aérosols pour maintenance, entretien	3 fois 60 litres	3 fûts plastiques fermés	Entre 6 mois et 1 an
	16 07 08*	Eaux de purge des sphères (à chaque dépotage)	8 m ³	Ballon de purge	Entre 6 mois et 1 an
	17 05 03*	Terre souillée issue de la ré-épreuve des sphères	Environ 6000 litres	30 fûts de 200 litres	A lieu 2 fois tous les 10 ans
	20 01 21*	Tubes fluorescents	Directement récupérés par l'entreprise lors du changement		
	20 01 33*	Piles/batteries	2 fois 20 kg	2 boîtes carton	Entre 6 mois et 1 an
Déchets non dangereux	20 01 01	Papier, carton	10 m ³	Benne fermée B01	De 4 à 6 mois
	20 01 08	Déchets de cuisine biodégradables	Récupéré par le service municipal d'enlèvement des ordures ménagères		
	20 01 38 20 01 40 20 01 99	Bois, caisses d'emballage, ferraille et autres DIB	15 m ³	Benne fermée B15	De 6 à 12 mois
	20 02 01	Déchets végétaux	Directement récupéré par l'entreprise d'entretien des espaces verts		

8 CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS CONNEXES

8.1 Dispositions particulières applicables au titre de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé

La mise en sécurité partielle ou totale des installations consécutive à une détection gaz ou flamme est réalisée conformément aux asservissements définis par l'exploitant. L'étude de dangers justifie de l'adéquation, notamment en matière de cinétique, entre les phénomènes dangereux découlant d'une fuite de gaz et les actions de mise en sécurité.

8.2 Conditions particulières applicables aux installations de combustion

Les installations de combustion du site relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 des installations classées pour la protection de l'environnement respectent l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

8.3 Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

9 Dispositions finales

9.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bastia :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code précité dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cet arrêté.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

9.2 Publicité

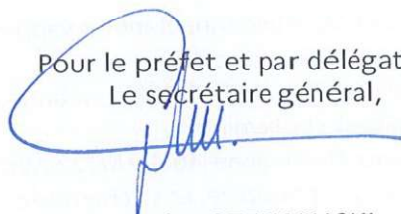
En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie d'Ajaccio et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Ajaccio pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'Ajaccio fera connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Corse-du-Sud, l'accomplissement de cette formalité ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Corse-du-Sud pendant une durée minimale de quatre mois.

9.3 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse, ainsi que le maire d'Ajaccio, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corse du Sud et notifié à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Xavier CZERWINSKI